

<http://lipietz.net/Questions-d-actualite>

Utopie critique n°25

Questions d'actualité

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : jeudi 20 mars 2003

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

A l'heure de la guerre, annoncée des États-Unis contre l'Irak, comment comprendre la politique « impériale » américaine et comment s'y opposer ?

La politique "impériale" des États-Unis est clairement motivée par la situation géographique des ressources pétrolières et non par la présence d'armes de destruction massives. La réponse du gouvernement américain face à la situation actuelle en Corée du Nord le prouve. Selon les critères annoncés par Georges Bush pour justifier une guerre "préventive" en Irak ("on peut attaquer un pays qui a un dépôt important d'armes nucléaires, qui ignore les résolutions des Nations Unies, qui ne signent pas les traités internationaux et qui a obtenu son pouvoir par des moyens illégaux"), il serait aussi légitime d'envoyer des inspecteurs des Nations Unies aux États-Unis afin de vérifier la présence d'armes de destructions massives ! La lutte contre le terrorisme n'est clairement qu'un prétexte pour un président élu frauduleusement, amer de la défaite de son père et dont la mainmise des compagnies pétrolières (qui ont financé sa campagne) sur sa politique ne fait pas de doute. En outre, Bush veut contrôler l'Irak car il se méfie désormais de l'Arabie Saoudite : il prépare une guerre en deux temps et risque d'entraîner une guerre de cent ans contre le sud. Pour lutter contre cet unilatéralisme américain, il faut qu'il y ait une régulation politique au niveau mondial avec des institutions représentatives d'un monde solidaire et respectueuses des générations futures qui puissent être dotées du même genre de pouvoir coercitif que l'OMC. Et pour isoler les États-Unis, il faut avant tout une Europe forte qui soit convaincante sur sa politique de développement soutenable.

Cela dit, je n'éprouve aucune sympathie pour le dictateur Saddam qui attaquait l'Iran, avec le soutien militaire et diplomatique des USA et de la Vieille Europe, y compris de Jean Pierre Chevènement, qui le soutenait en tant qu'"État laïc", et ne voyant qu'un "détail" dans le gazage des Kurdes. Saddam ne représente nullement une alternative moderniste au fondamentalisme islamiste.

L'Europe, la souveraineté nationale, la démocratie : comment en jugez-vous ? Comment préparer les prochaines échéances électorales au niveau européen ? Sur quelle orientation ? Avec quelles alliances ? Quels rapports avec le mouvement multiforme anti-mondialisation ?

Face aux firmes multinationales, le "souverainisme national" ne fait pas le poids, sauf pour les USA. Il faut un contrepoids politique qui ne peut être qu'européen. L'Union Européenne vient de vivre le plus grand élargissement depuis sa création. Dix pays de plus en une seule fois qui se doivent de partager des valeurs communes pour pouvoir déléguer leur souveraineté à l'Union Européenne. Et pour cela, des formes institutionnelles communautaires doivent être promues. Il est nécessaire de procéder à l'organisation d'un espace social et environnemental, et aussi fiscal et donc d'approfondir l'unification politique européenne. Il faut que l'actuelle Convention, réunie pour écrire la future Constitution de l'Europe, permette une Europe politique forte, affichant clairement un projet social et écologiste. Lors des prochaines élections européennes, cette Europe forte, ses valeurs communes et la promotion d'un espace de développement soutenable doivent donc être mises en avant. Et il faudra que les formations de taille moyenne comme celle des Verts, qui promeuvent ces idées au sein de l'Europe, soient représentées. Avec le tripatouillage que propose le gouvernement Raffarin, seuls l'UMP, le PS et le FN seraient significativement représentés au Parlement européen aujourd'hui ! Rapprocher l'Europe du citoyen ne signifie pas prétendre que chacun peut avoir un député européen au bout de sa rue, mais assurer que toutes les formations politiques démocratiques soient présentes à Bruxelles et Strasbourg. Les Verts quant à eux tentent de traduire les aspirations du mouvement contre la mondialisation libérale en luttant pour leur offrir un cadre d'action politique européen et pour lui donner un contenu écologiste et social.

Quelle politique préconisez-vous en matière de développement économique ? Quel rôle donnez-vous au « plan », dont beaucoup souhaitent sa disparition ? Quelle politique de l'emploi devant les licenciements ?

Il s'agit de trouver une alternative au néolibéralisme responsable des inégalités de traitement et de cette division de plus en plus marquée entre le Nord et Le Sud. La mondialisation libérale impose ses contraintes et diminue la liberté de choisir son mode de vie. Il faut donc plus que jamais une régulation politique au niveau mondial. Le modèle européen est fondé sur le développement soutenable avec sa dimension sociale (commencer par satisfaire les besoins des plus démunis) et sa dimension intergénérationnelle (principe de précaution). Les trois piliers en sont la qualification du travail, la conquête du temps libre et le tiers secteur de l'économie sociale et solidaire. Le plan comme forme politique de mobilisation des ressources reste indispensable face aux grandes exigences collectives comme l'accord de Kyoto contre l'effet de serre. Face aux licenciements : la réduction du temps de travail et la reconversion négociée des travailleurs quand elle est nécessaire.

Quelle défense des services publics ? Quelle orientation pour l'EDF ou France-Telecom ? Quelle attitude envers les différentes ratifications dans les sommets européens ?

Les services publics doivent résulter du choix politique d'une communauté. Beaucoup de ces choix doivent s'inscrire dans le cadre européen (les transports). Ni EDF, ni France Télécom ne doivent rester des États dans l'État, où une technocratie impose à la société des choix coûteux et contestable (nucléaire, UMTS). Symétriquement, les négociations actuelle sur les services à l'OMC présente un incroyable danger de démantèlement des services publics. Lors des négociations de Cancún, le mandat donné au négociateur européen Lamy doit être strict, les offres et les compromis doivent être négociés en toute transparence et ratifié par un vote du Parlement Européen en concertation avec les partenaires sociaux.

Quel regroupement ? Sous quelle forme et avec qui proposez-vous une alternative politique au gouvernement Raffarin, afin de permettre au million de gens qui se détournent de la politique de renouer avec elle ?

Les Verts proposent un regroupement en deux cercles successifs. D'abord un front solidaire regroupant, dans les luttes, celles et ceux qui s'engagent pour un monde plus juste, plus écologiste, moins machiste, moins raciste. Au delà, le rapport de force ainsi construit dans la lutte doit permettre une reconquête des institutions en alliance avec les forces politiques de la vieille gauche mais sur la base d'un contrat clair, avec le rapport de force pour en imposer la réalisation, ce qui suppose une autonomie des Verts.

Post-scriptum :

Lire [Utopie critique](#) sur le Web.